

tés; plus que cela, si on ne propose pas un remède applicable aux conditions actuelles, ce sera un véritable désastre. Les provinces de l'Ouest ont besoin d'être immédiatement secourues; la situation n'y est point bonne et personne ne peut l'envisager sans reconnaître qu'il faut y apporter une amélioration quelconque. Nous savons que les conditions climatiques ont été défavorables depuis un certain nombre d'années; mais quiconque est au courant de la situation, comprend que les faux frais d'une exploitation agricole sont hors de proportion avec la valeur des récoltes qu'elle produit. Or cet état de chose ne peut durer; il faut en finir; il est impossible de continuer une entreprise quand d'année en année, elle vous laisse un déficit. Il faut trouver le moyen pour y remédier. La prospérité de ces provinces dépend entièrement de leurs ressources naturelles; or la plus grande est justement cette couche de trois ou quatre pouces de terre fertile qui couvre le sol de l'est du Manitoba jusqu'au pied des Montagnes Rocheuses. Cette région doit être développée; elle peut l'être et elle le sera, dans des conditions normales et si l'on en donne les moyens aux cultivateurs. On peut et l'on doit établir des conditions économiques de cette façon que les gens qui habitent cette région et la développent puissent gagner leur vie et jouir un peu mieux des douceurs et des satisfactions de la civilisation moderne. La circonscription de Brandon que j'ai l'honneur de représenter est moitié urbaine, moitié rurale; malgré tout nous sommes tous placés à la même enseigne, car les villes comme les villages comptent sur l'agriculture. La prospérité de l'une entraîne la prospérité de l'autre, et, je le répète, notre situation est identique. J'irai plus loin que cela: les honorables députés doivent comprendre que si les centres industriels comme Brantford, Hamilton et Toronto veulent vendre leurs instruments là-bas et en toucher le produit, cela dépendra largement de la prospérité des provinces de l'Ouest. Donc, nos intérêts sont les mêmes; on ne peut les diviser. Le sort des provinces de l'ouest entre dans l'intérêt général du pays et il faut les secourir.

Nous avons entendu un très intéressant discours sur le problème des chemins de fer; sans contredit c'est un grand problème, peut-être le plus pressant de tous, sur le réseau national canadien. D'un côté nous avons des tarifs exorbitants et de l'autre de gros déficits tous les ans. Comment allons nous surmonter ces difficultés? Je répète encore une fois que je suis en faveur de la réunion de tous les chemins

de fer de l'Etat en un seul réseau. Au sujet des déficits du réseau national, je dirai que j'ai eu l'avantage de voyager beaucoup sur ces lignes au cours de l'année passée et j'ajouterai que l'esprit, le service et l'agencement y sont bien différents de ce qu'ils étaient autrefois. J'ai remarqué un esprit différent parmi les employés et parmi les voyageurs qui se rendent compte que c'est leur propriété et qu'ils ont intérêt à ce que le réseau se développe et prospère. Je parlais l'autre jour avec un représentant influent du Canadien Pacifique et il me disait que cette compagnie s'est rendu compte pour la première fois l'an dernier qu'elle avait dans le chemin de fer Canadien National un sérieux concurrent. Je causais une autre fois avec le propriétaire d'une mine de Drumheller; qui m'a déclaré que le chemin de fer Canadien National cherchait à se développer et fonctionnait comme il n'avait jamais fonctionné auparavant. La situation s'éclaircit et j'ai confiance en l'avenir. Nous posédons une riche propriété et nous allons l'entretenir, la développer et la garder; un jour viendra où nous serons fiers de la posséder.

Je dirai quelques mots au sujet des taux de transport. Il y a une vieille maxime chez les gens de chemin de fer qui dit que les taux de transport doivent être élevés tant que la circulation n'en souffre pas. Il n'est pas difficile de prouver à l'heure actuelle que nous avons dépassé la limite et que les taux sont beaucoup plus élevés que ne le permet la circulation. Il semble un peu présomptueux pour quelqu'un qui n'est pas de la partie de critiquer l'administration d'un chemin de fer; cependant il doit paraître évident à quiconque connaît la situation que si les marchandises ne circulent pas, si les affaires ne marchent pas, c'est parce que cela n'est pas avantageux. Naturellement, il faut bien que les cultivateurs de l'Ouest expédient leur grain, et c'est peut-être la raison pour laquelle les taux restent élevés.

Mais on m'a dit l'autre jour qu'en Colombie-Britannique beaucoup de scieries ont fermé leurs portes il y a un an parce que les affaires n'étaient pas avantageuses; elles ne pouvaient pas vendre le bois et en payer le transport. En outre, dans les scieries qui continuaient à fonctionner on brûlait des quantités de bois qui aurait pu être scié et servir comme matériel de construction aux cultivateurs des prairies si le taux de transport avait été moins élevé. Or, il me semble qu'il eût été avantageux pour les chemins de fer de transporter ce